

# ABC ANALYSE DES BESOINS DE CRISE 12 fév.2014

## REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

### CONFLIT – Déc. 2013- fév. 2014



## RESUME EXECUTIF

### Aperçu de la crise

- **La RCA connaît une situation d'urgence depuis les 5-6 décembre 2013.** La crise a débuté en décembre 2012 lorsque la Séléka, une coalition armée menée par des groupes majoritairement musulmans du Nord-Est du pays, a entamé une campagne aboutissant à la prise de la capitale, Bangui, par un coup d'Etat le 24 mars 2013. L'incapacité du nouveau pouvoir à rétablir la sécurité dans le pays ont progressivement fait sombrer la RCA dans le chaos. À l'automne 2013, en réponse aux violences armées perpétrées par d'anciens Séléka contre la population majoritairement chrétienne, des groupes d'auto-défense – les anti-Balaka – se sont formés. Début décembre, suite à une vague de violence sans précédent à Bangui, la crise a pris une nouvelle dimension.
- **La crise humanitaire s'est fortement aggravée** au cours des deux mois qui ont suivi les événements des 5-6 décembre 2013. Les violences ont ainsi continué à Bangui où plus de 1 200 personnes ont été tuées et 3 000 blessées à ce jour, avant d'enflammer le reste du pays, frappant en priorité l'Ouest et le Nord-Ouest de la RCA. Les groupes armés ont pris pour cible non seulement les groupes armés adverses, mais aussi des civils de religion opposée. Alors que les tensions entre Chrétiens et Musulmans n'ont cessé d'augmenter, le pays a vu la multiplication des affrontements entre civils sur une base interconfessionnelle.
- **Sur vote de la résolution 2127 (2013) du Conseil de Sécurité de l'ONU** le 5 décembre 2013, un mandat de désarmement des combattants et de protection des civils a été confié conjointement à un contingent français de 1 600 hommes, l'opération « Sangaris », déployé en RCA les 6-7 décembre, et à la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA).

### Conséquences et besoins humanitaires

- **La crise a provoqué la fuite en masse de civils, faisant 838 000 déplacés internes** dont 413 000 dans la capitale, Bangui, et 268 000 réfugiés dans les pays limitrophes. En février 2014, on assistait au départ en masse de civils musulmans de l'Ouest vers le Nord du pays et le Tchad voisin.
- **La conséquence la plus directe de la crise est l'insécurité** dans laquelle vit la totalité de la population, soit 4,6 millions de personnes. Les forces de maintien de la paix internationales ne sont à ce jour pas parvenues à mettre fin aux violences, à Bangui comme dans le reste du pays. **Des violations des droits de l'homme, des enrôlements forcés d'enfants, et des violences sexuelles et basées sur le genre** par l'ensemble des acteurs du conflit ont été rapportées à grande échelle. La

protection des populations et l'assistance humanitaire d'urgence sont les premières priorités.

- **La crise a provoqué un effondrement des services de base**, qui étaient déjà quasi-inexistants dans certains secteurs (santé) ou ne couvraient que très partiellement le territoire. La détérioration est due à l'insécurité, qui a provoqué la fuite des employés, a restreint l'accès des populations aux services encore fonctionnels, et qui s'est souvent accompagnée de pillage des locaux et équipements publics comme privés.
- **L'ensemble de la population est affectée par le manque d'accès aux soins médicaux**, dans un pays où l'espérance de vie pré-crise était de 49 ans. Le système de santé, assuré quasi-exclusivement par les ONG internationales, ne couvrirait que 10 à 20% de la population. Le paludisme, première cause de morbidité, est considéré en recrudescence, situation aggravée par la **pénurie généralisée de médicaments**. Le risque épidémique (diarrhée aiguë, rougeole, méningite) est élevé.
- **La crise a provoqué une augmentation de l'insécurité alimentaire pour la quasi-totalité des Centrafricains.** La fuite de population et le pillage des champs et des autres moyens d'existence a entraîné une réduction de la production agricole, dont dépend 70% de la population. La crise a par ailleurs réduit l'accès aux activités génératrices de revenus ainsi qu'aux marchés, entraînant un ralentissement de l'économie et la hausse du prix des denrées. A la veille de la période de soudure, qui doit commencer précocement en février-mars 2014, les humanitaires constatent une hausse de la malnutrition et un **risque élevé de crise alimentaire**.
- **Au vu du caractère endémique et à présent interconfessionnel de la crise**, les acteurs sur place notent que l'absence chronique d'un programme efficace de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des combattants demeure un problème majeur qui empêche la mise en place d'une stratégie intégrée pour assurer la réhabilitation et le développement du pays, ainsi que la restauration des mécanismes de solidarité traditionnels au sein de la population.

### Réponse humanitaire et limites

- **La communauté humanitaire a fait appel à 551 millions USD** en janvier pour couvrir les besoins humanitaires sur l'année 2014. **La RCA a connu les taux de financement des appels humanitaires parmi les plus bas du monde** ces 5 dernières années.
- **L'assistance humanitaire reste actuellement extrêmement insuffisante**, même à Bangui, et ce bien que les acteurs humanitaires aient renforcé leur présence en RCA. A l'intérieur du pays **l'accès humanitaire reste extrêmement réduit** en raison de l'insécurité persistante et de la mauvaise condition des infrastructures.
- **Il subsiste un important besoin de renforcement et d'harmonisation des systèmes de collecte et d'analyse des données humanitaires** à des fins d'information de la réponse, en dépit des nombreuses évaluations sectorielles et intersectorielles des besoins humanitaires effectuées. Le niveau d'information sur les besoins reste extrêmement limité, et quasi-nul pour certaines zones du pays.